



Comité National CGT des Privés d'emploi

Intervention conférence de la presse du 6 octobre 2009 Campagne RSA

Le Président de la république vient d'annoncer des mesures pour la jeunesse. Qu'en est-t-il vraiment ?

Actuellement les jeunes demandeurs d'emploi sont au nombre de 684.000 sans compter ceux qui ne s'inscrivent pas

Il représente 24 % des demandeurs d'emploi chiffre en hausse de 32 % à juillet 2008

158.000 jeunes chaque année quittent la scolarité sans diplôme

Leur entrée dans la vie active se situe entre 2 et 3 ans selon qu'ils sont ou non diplômés, mais aussi selon les lieux de résidence ;

700.000 jeunes arrivent sur le marché du travail

En amont on assiste à une réforme de la formation professionnelle (suppression de l'articulation BEP/BAC PRO, disparition de presque tout les BEP, BAC PRO en 3 ans, filières professionnelles qui disparaissent.....) Qui va favoriser les sorties précoces. Dans les filières professionnelles ce sont des savoirs faire qui s'apprennent et pour apprendre un métier il faut du temps. Nicolas Sarkozy s'indigne des formations insuffisantes, mais c'est lui et son gouvernement qui sont responsables des nombreuses suppressions de postes (13.500 cette année, 50.000 en tout). Quant au projet de budget 2010, il ne laisse aucune illusion sur le sujet.

Et d'un autre côté nous avons tous ceux qui sont en recherche d'emploi ou qui galèrent dans tous les petits boulots et la précarité.

Que leur propose-t-on : un RSA jeune ! Un nouveau SMIC jeune qui a déjà été dénoncé et combattu en son temps pour toute une classe d'âge.

Déjà apparaît une opposition entre les jeunes. Il y a ceux qui ne sont jamais entrés dans l'emploi (et pas parce qu'ils se complaisent dans cette situation) et ceux qui sont parvenus à décrocher un boulot.

Pour le premier rien de nouveau sous le soleil

Autrement dit, pour ces « décrocheurs » on leur prévoit « un droit à la formation ou à l'emploi » avec en contre partie obligation d'accepter « toute formation ou emploi qui sera proposé » voilà qui va satisfaire tous les employeurs des métiers en tension (BTP, Hôtels, restaurants) aux conditions de travail particulièrement contraignantes et aux salaires si excessivement bas. (Ce sont d'ailleurs les seuls qui recrutent tant les rotations, d'emploi sont importantes dans ces professions)

La question de savoir pourquoi ces jeunes ont arrêté leur formation ne leur sera pas posée, ni de savoir qu'elles sont leurs souhaits. Ils seront ainsi une main d'œuvre à bon marché.

Maintenant la supercherie du RSA JEUNES.

Pour avoir le droit au RSA jeunes, il faudra avoir travaillé deux ans au cours des trois dernières années. Ils ne seront pas nombreux ceux qui entreront dans ce cadre là !! Mais ces conditions sont celles pour pouvoir bénéficier de l'assurance chômage puisqu'elle indemnise 1 jour cotisé = 1 jour indemnisé à partir de 4 mois de travail au cours des 6 derniers mois dans la limite de 24 mois

maximum pour les moins de 50 ans. Donc l'obtention du RSA socle en fin de droit coule de source pour les plus de 25 ans. Mais combien seront-ils les 16/25 ans à en bénéficier ? Car 450€ c'est le RSA socle et non le RSA chapeau qui lui s'accorde à ceux qui reprennent un emploi et qui en font la demande. Car l'attribution du RSA n'est pas automatique. Il faut faire la demande à la CAF, puis remplir un dossier. Anita vient de vous expliquer les pièges, les galères et conditions d'attribution. Ces jeunes entreront dans le lot commun. Ce sera d'ailleurs une charge supplémentaire pour les personnels des CAF qui n'en peuvent déjà plus d'assumer la charge existante.

Maintenant pourquoi ne pas étendre le RSA aux jeunes en apprentissage, en contrat de professionnalisation, aux étudiants salariés. Ce sont des travailleurs !!! Mais qui n'ont pas les moyens d'accéder à une vraie autonomie de vie.

Le calcul du RSA se fait sur les revenus du foyer. Beaucoup de ces jeunes sont toujours chez leurs parents faute d'avoir les moyens d'être indépendants. On va déshabiller Paul pour habiller Pierre !! Il faudra pour les parents renoncer à leur part d'allocation familiale, à leur quotient familial. Cela rendra-t-il les jeunes plus autonomes ? Pourront-ils avoir un logement ? Se construire un avenir ? Lorsque l'on voit le montant de l'enveloppe 500 millions d'€, son montant atteste du peu de volonté d'une véritable politique en direction de la jeunesse. D'ailleurs rien n'est dit sur son financement. Et comme pour le RSA, une fois de plus on dédouanera les entreprises alors qu'elles sont responsables de la situation catastrophique de l'emploi dans notre pays.

Quand des entreprises licencient à tour de bras, quand l'investissement industriel est aussi bas comment faire croire en ces temps de crise que les employeurs feront le plein emploi avec un véritable salaire, en respectant les souhaits, les qualifications de tous ces jeunes. Si je prends l'exemple de la Haute Normandie (ma région) l'emploi industriel a chuté de 47 % sur un an, 21 % dans la construction, 20 % dans le tertiaire, quelle offre d'emploi pourra-t-on leur faire ?

Je ne peux m'empêcher de lier ces problèmes de la jeunesse à ceux de la retraite. Certains, au gouvernement propose le départ en retraite à 67 ans. Le MEDEF refuse de négocier sur la retraite à 55 ans pour les métiers pénibles. Bientôt l'effet de Baby boom va faire partir des milliers de salariés à la retraite sans que l'on ait formé leurs remplaçants. Chercher l'erreur.

Des dispositifs existaient pour permettre l'entrée des jeunes dans la vie active, pour la transmission des savoirs. Mais au nom de la rentabilité maximum, le patronat a fait supprimer tous ces dispositifs.

En fait, Nicolas Sarkozy a voulu intervenir sur une tranche d'âge qui ne fait sociologiquement pas partie de son électorat. Ce discours est complètement déconnecté de la réalité. Aucune réponse n'est donnée aux situations les plus difficiles auxquelles doivent faire face la jeunesse, aucune réponse pour permettre aux jeunes d'accéder à une vraie autonomie pour la formation, pour l'emploi, pour leur donner les moyens de faire leurs propres choix et de les assumer. Ce qu'il faut c'est un autre choix de société Il faut des mesures prenant véritablement en compte leurs besoins et leurs aspirations. Mais le pouvoir en accord avec le patronat, fait le choix de livrer au patronat des salariés précaires plutôt que de former des travailleurs qualifiés, capable de maîtriser les processus de production et répondre aux besoins de haute technologie de notre époque. Le problème des jeunes n'est pas à part de celui des autres salariés, privés d'emploi, retraités. C'est d'un tout qu'il s'agit, c'est bien d'un choix de société qui nous concerne tous.

Le RSA n'est pas la réponse attendue. Le développement de l'emploi industriel devrait permettre la création d'emplois correctement rémunérés, répondant aux qualifications et aux besoins. Là est la réponse.

Geneviève ALEXANDRE
06.86.21.28.56